

LA GESTION DES SERVICES PUBLICS LOCAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT RÉSUMÉ JANVIER 1997



PRÉAMBULE

La Cour des comptes publie, sous la forme d'un fascicule séparé, un rapport concernant la gestion des services publics locaux d'eau et d'assainissement. Ce rapport est le résultat des travaux de onze chambres régionales des comptes et des contributions de trois autres chambres de la Cour ; il a été établi sous l'égide du comité de liaison qui associe la Cour et les chambres régionales.

Le présent document est un résumé, destiné à faciliter la lecture et le commentaire du rapport de la Cour des comptes

SEUL LE TEXTE DU RAPPORT LUI-MÊME ENGAGE LA JURIDICTION

Il est rappelé que les réponses des administrations, organismes, collectivités et entreprises intéressés sont jointes au rapport

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LE CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

I. - L'OBJECTIF DE QUALITE

- A. - Les conséquences de la loi du 3 janvier 1992 sur la qualité de l'eau
- B. - La redéfinition des compétences locales relatives à l'assainissement

II. - LE PRINCIPE DU FINANCEMENT PAR L'USAGER

- A. - La réaffirmation du principe
- B. - La persistance de transferts anormaux aux dépens des usagers

III. - LES AIDES AUX INVESTISSEMENTS LOCAUX

- A. - Les sources de financement
- B. - L'ampleur croissante des besoins

DEUXIEME PARTIE : LA GESTION DIVERSIFIEE DES SERVICES

I. - L'EXCESSIVE DISPERSION DE L'ORGANISATION LOCALE

- A. - Des structures intercommunales trop étroites
- B. - L'interconnexion nécessaire des réseaux

II. - LES DEFICIENCES DANS LA GESTION DIRECTE ET DANS LA MAITRISE D'OUVRAGE

- A. - Les défauts d'organisation des régies
- B. - La maîtrise imparfaite des investissements

III. - LE CONTROLE INSUFFISANT DE LA GESTION DELEGUEE

- A. - Les aspects financiers de la délégation
- B. - L'ambiguïté des relations contractuelles
- C. - Les effets d'une concurrence imparfaite
- D. - Le manque d'information et de contrôle

CONCLUSION

Dernière mise à jour : 1998

